

# Cartographie Citoyenne

Ouverture des données statistiques publiques et cartographie :

Partager l'information et produire des connaissances  
au service du développement équitable

Un projet d'équipement de la société civile Tunisienne

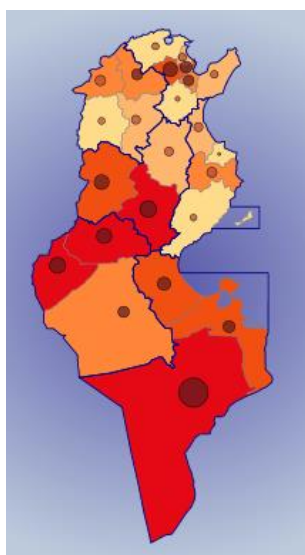
1

Projet porté par la FTCT Tunisie, El Ghorba et altercarto en France

En partenariat avec FTDES, LTDH, UGTT,

Parrainage scientifique : (Hafedh Chkir, Abderazak Haj Zekri, Hassen Kassar)

## Origine du Projet.



Taux de chômage 2012

La formalisation du projet fait suite à une série de rencontres entre différents acteurs en Tunisie (*Atelier au Forum Social Mondial 2013, rencontre avec des ONG notamment de Sfax, Jerba et Tunis, rencontre à l'Université de Tunis/ urbanisme et architecture, FTCT, Forum social Maghreb...*) et en France (*FORSEM+ altercarto+FTCT*).

Ces rencontres ont conduit la FTCT à organiser **un séminaire de fondation à Tunis le 7 février 2014** auquel participaient les personnes et/ou organisations suivantes : UGTT, FTDES, REMDH, LTDH, Hafedh CHkir, Abderazak Haj Zekri

Les organisations suivantes ont rejoint ultérieurement le projet : UNFT Younga Solidaire, FTDC

## Finalité du projet

La période de transition consécutive à la révolution tunisienne et la place qu'y joue aujourd'hui la société civile souligne l'importance de renforcer celle-ci dans toute ses composantes ( corps intermédiaires, réseaux d'initiative locale, réseaux activistes agissant pour le progrès démocratique et l'émancipation économique, culturelle et sociale des femmes et des hommes, pour la résorption des inégalités et le développement équitable ) non seulement dans sa capacité à porter des initiatives mais aussi à orienter les politiques publiques et à innover dans la façon de construire de nouvelles formes d'action citoyenne dans la conduite de ces politiques.

Or, il n'y a pas de politique publique démocratique et efficiente sans production de données statistiques publiques désagrégées et aussi localisées que possible, et sans une accessibilité raisonnée des citoyens et des composantes de société civile à ces données. La production de

données désagrégées et localisées est nécessaire non seulement pour l'évaluation et le pilotage de politiques capables de résorber les inégalités et de dimensionner les efforts et les stratégies au regard de besoins situés. Mais l'accessibilité raisonnée du public est tout aussi importante pour construire et soutenir la participation des citoyens au développement économique, social, environnemental et culturel équitable. La société civile a besoin de ces données non seulement pour construire une position solide de discutant des politiques publiques, à toutes les échelles, mais aussi pour orienter sa propre action. En ce sens, les données statistiques publiques localisées constituent un bien commun qu'il s'agit à la fois de cultiver et de partager.

- Les disparités territoriales, l'éradication de la pauvreté dans les régions mais aussi dans les nouvelles ceintures urbaines, de même que la prise en compte des dynamiques extraterritoriales du développement économique et social local et national (émigration et immigration extranationale et dynamiques d'attraction des villes, en particulier du front de mer) apparaissent comme des enjeux clés pour la Tunisie.
- De même que la mise en œuvre des réformes institutionnelles consécutives à l'adoption de la nouvelle constitution, notamment la décentralisation et l'instauration des municipalités élues sur l'ensemble du territoire tunisien.

C'est sur ces enjeux que les partenaires réunis autour de cette initiative s'engagent dans un projet de long terme visant à contribuer à l'équipement de la société civile Tunisienne, et comportant deux dimensions opératoires :

- Dimension 1 : Collecte et partage des données statistiques localisées existantes (notamment la nouvelle version du recensement / INS)<sup>1</sup>, mise en scène cartographique de ces données à différentes échelles et équipement de réseaux de société civile avec ces productions. Notamment via le déploiement d'ateliers d'analyse partagée (acteurs de la société civile, chercheurs et experts y compris des administrations et collectivités), via la diffusion de supports interactifs et pédagogiques, via la formation de réseaux d'ONG à l'usage raisonné des données statistiques publiques localisées.
- Dimension 2 : Accompagnement d'initiatives situées (en milieu urbain populaire et en milieu rural) de développement économique et social local reposant sur l'action conjointe de la société civile et des collectivités publiques, dans l'esprit d'une invention de la démocratie locale naissante. (Diagnostic partagé, enquêtes collaboratives outillées par de la cartographie de statistiques localisées)

Le déploiement d'une telle initiative est aussi une opportunité pour mobiliser dans un projet d'utilité collective des réseaux d'acteurs de la société civile aujourd'hui souvent dispersés : des associations, des corps intermédiaires (Syndicats, organismes socioprofessionnels...), des chercheurs et experts, des techniciens (informatique, Internet, statistique, ingénierie du développement...)

---

<sup>1</sup>et/ou négociation pour l'accès à ces données : ministères, agences, etc....

# Orientations du projet

Deux grandes orientations sous-tendent cette initiative :

## **Axe 1 – Construire une nouvelle relation entre Producteurs de données statistiques publiques localisées et utilisateurs dans la société civile et dans les collectivités publiques.**

Si la réalisation de ce projet implique de contribuer activement à une large ouverture des données publiques à la société civile, il situe cet objectif dans la perspective d’instaurer d’une relation féconde entre producteurs de données statistiques publiques et utilisateurs de la société civile et/ou des collectivités publiques, locales en particulier.

3

### **1.1 - Rechercher les bons niveaux d’analyse pour les bonnes évaluations des besoins.**

Que l’on aborde les questions des disparités ou des processus d’exclusion socioéconomiques, des ressources, des services et des équipements, et plus généralement des accessibilités (égalité effective devant le droit), ou encore des dynamiques socioéconomiques ou des dynamiques sociodémographiques, la maîtrise par l’ensemble de la société des outils et pratiques d’évaluation démocratique des besoins et des ressources communes est au cœur du processus de développement équitable. Il s’agit à la fois de disposer des informations de manière partagée, d’articuler les échelles d’appréhension des problèmes et des enjeux, afin d’équiper la société d’une capacité délibérative pragmatique et pluraliste (formaliser les enjeux, poser les termes des arbitrages, construire les critères d’évaluation, discuter les modalités de l’action des parties prenantes et équiper en ce sens les acteurs, y compris la population et les groupes sociaux).

La relation Producteur-Utilisateur de données statistiques publiques est l’un des leviers stratégiques pour la mise en œuvre d’une telle capacité sociétale. Il s’agit alors d’entraîner à la fois la société civile et les organismes producteurs de données à cette pratique délibérative basée sur la médiation des données statistiques publiques.

### **1.2 - Pour une géographie statistique publique désagrégée au niveau local**

Dans cette perspective, en Tunisie, il apparaît plus que nécessaire d’œuvrer à l’élaboration d’une géographie statistique publique désagrégée au niveau le plus fin compatible avec les libertés publiques, et appliquée autant que possible à l’ensemble des productions statistiques publiques d’étude (*Recensement, ...*) et de droit commun (*droit sociaux et économiques, éducation..., équipements et services*) de façon à permettre une appréhension publique ouverte des disparités socioéconomiques au cœur même des territoires ruraux et urbains, des mobilités, et des dynamiques de mutation, en articulant les niveaux d’échelles (interdépendances, dynamiques régionales, mutations des rapports rural/urbain ...)<sup>2</sup>, et de fonder ainsi des cadres publics et démocratiques d’élaboration des réponses aux problèmes.

---

<sup>2</sup> Voir par exemple, la géographie IRIS développée par l’IGN et l’Insee en France.

### **1.3–Pour une redevabilité active : prendre part au processus de démocratie locale au service du développement**

L'appréhension partagée par la société civile et les institutions publiques, locales, régionales et nationales nécessitent un processus d'équipement (outils et méthodes, travail collaboratifs..) et de capacitation des réseaux d'acteurs pour favoriser un usage extensif de ces informations et outils de gouvernance. Un tel processus est d'autant plus actuel que la Tunisie s'engage dans un processus de refondation institutionnel à travers la décentralisation et surtout l'institutionnalisation de la démocratie locale à travers le processus d'élection de municipalités sur l'ensemble du territoire national au cours de l'année 2015. Le succès de ce processus, en termes de démocratie et de développement, reposera en effet en grande partie sur la capacité des nouvelles collectivités à s'appuyer sur la société civile locale pour orienter leur action d'une façon équitable et durable. De ce point de vue, l'équipement de ce processus par un appareil de données localisée ouvert, partagé et stable dans la durée, par des outils de visualisation (cartographique en particulier) accessibles, appropriables et largement diffusés, est un enjeu crucial pour une nouvelle gouvernance ouverte et pragmatique où la société civile est appelée à jouer un rôle clé.

#### **1.4 - La part propre de la société civile dans une gouvernance redevable.**

Dans une telle perspective, tout en préservant la clarté des rôles des différentes parties, le schéma bipolaire opposant la société civile et les institutions doit être relativisé : dans un tel processus de gouvernance réinventée, la société civile est une partie prenante qui ne peut se voir limitée à un rôle de représentation, de consulté ou de défenseur. Cela d'autant plus qu'un grand nombre d'organisations de la société civile sont déjà et deviendront, de plus en plus, elles aussi productrices de biens et de services, avec des crédits publics ou issus de fondations et d'organisations internationales. Dans un contexte démocratique, ces biens et services relèvent aussi d'une gouvernance ouverte et pragmatique. Dans cette mesure, les organisations de la société civile doivent elles-aussi travailler à la production de l'information publique au titre de leur action (redevabilité).

#### **1.5 - La société civile productrice de données ouvertes**

Mais la société civile peut aussi être productrice de données ouvertes, indépendamment ou en relation avec les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux, par sa capacité à conduire ou relayer des enquêtes, mais aussi par sa capacité à produire des instruments de vigilance et d'observation indépendants qui peuvent à terme intégrer ou non l'appareillage public normatif (*voir à cet égard les initiatives réalisées dans d'autres pays sur le budget public, sur le budget genre, sur la surveillance des prix, sur le repérage des hors compte/ sans domicile fixe, grande pauvreté..., ou encore sur les victimes de mauvais traitement, les initiatives en matière de handicap...*)

## **Axe 2 – Equiper la société civile en outils et savoir-faire au service du développement, via la cartographie collaborative de données localisées.**

### **2.1 - Au cœur de la démarche de capacitation : connaître pour mieux agir.**

Ducôté de la société civile, qu'il s'agisse des ONG locales ou thématiques, des réseaux de représentation ou des corps intermédiaires (Syndicats, organisation professionnelles, économie

sociale et solidaire,...) , ou des mouvements associatifs offrant services et aides, il s'agit de développer **la connaissance au service de l'action**, en privilégiant les pratiques (outils et méthodes) de partage de l'information et des analyses, en s'appuyant en particulier sur la médiation efficace de la cartographie de données statistiques lorsque cela est possible et utile.

## **2.2 – Production collaborative et partage de connaissance au cœur des pratiques de l'agir commun**

La production collaborative de connaissances et leur partage constituent en effet une pratique par laquelle les ONG peuvent se structurer en réseau. Mais cette pratique est aussi un moyen de mobiliser la société au niveau local et au-delà, en permettant aussi, via des outils et des méthodes appropriées, aux populations ou aux groupes sociaux de participer aux processus locaux en apportant leur expérience, leurs savoir-faire et leurs propres connaissances. C'est à cette condition que les données s'incarnent socialement et qu'il est possible de construire une capacité de lecture commune, soucieuse de l'expérience des populations et des acteurs locaux. Pour ensuite travailler à la formalisation collective des enjeux et par conséquent à la délibération collective sur les modes et les finalités de l'action.

## **2.3 – contextualiser les approches**

Ainsi, le souci de mieux ancrer les démarches de diagnostic collaboratifs et d'analyse des besoins dans la société locale en proposant des pratiques laissant place aux populations et/ou aux groupes sociaux ne procède pas seulement d'un dogme de la participation, mais découle de la nécessité de contextualiser la production de connaissance en tenant compte des enjeux locaux ; et en particulier de la connaissance produite par les populations et les groupes sociaux (jeunes, femmes, milieux socioprofessionnels, minorités...).

De ce point de vue, chaque situation est spécifique et les contextes sont tout autant le produit de facteurs objectivables à travers des données qu'ils sont le produit des pratiques des acteurs (populations, groupes sociaux, mais aussi administrations, collectivités locales, ONG...). De fait, pratiquer l'analyse collaborative des contextes conduit à explorer non seulement les indicateurs sociaux, économiques etc... mais aussi le système d'acteurs local. En ce sens, le travail collaboratif avec des supports de médiation comme la cartographie de données, apparaît comme un puissant levier pour renouveler les relations entre les acteurs, inventer de nouvelles manières d'aborder les problèmes, accorder du crédit aux situations minoritaires...

## **2.4 - comparer les situations et articuler les échelles**

Cependant, la mise en perspective des contextes particuliers au regard d'autres territoires ou en articulant les échelles permet aussi un retour réflexif sur les situations, apportant des éclairages féconds et permettant aux acteurs parties prenantes de situer leur contexte relativement à d'autres, et d'identifier les facteurs maîtrisables à l'échelle locale ou ceux qui impliquent des formes d'action à d'autres niveaux d'échelle.

## **2-5 Soutenir l'émergence d'initiatives structurante des contextes locaux**

Naturellement, même si les cadres institutionnels, les programmes d'action publique et divers facteurs socio-économiques ou politiques, qui structurent le territoire et les conditions d'existence

des citoyens, sont des occasions d'initier des pratiques de coproduction et de partage de connaissances, appuyées sur la cartographie de données statistiques ou d'autres méthodes, il n'en demeure pas moins que de tels procédés ne peuvent se décréter par le haut. Les acteurs qui peuvent initier de telles pratiques au niveau local sont toujours souverains dans le choix de leurs motifs d'engagement. Qu'il s'agisse de donner suite à un mouvement d'indignation, de prolonger une démarche de solidarité, de proposer une démarche démocratique de développement, de reprendre localement une démarche conduite ailleurs, les acteurs ne se déterminent pas par l'extérieur.

Le projet d'équiper les acteurs de la société civile en outils et méthodes appuyés sur la cartographie de données statistiques localisées ou d'autres méthodes doit ainsi reposer sur un travail de coopération pragmatique, plus horizontal que vertical, qui serve les buts des acteurs locaux et renforce en même temps l'ensemble du réseau.

Il ne s'agit donc pas de se limiter à distribuer des outils, des méthodes et des connaissances préfabriquées, même si cela est aussi nécessaire. Il s'agit aussi et surtout de constituer un réseau pluraliste, disponibles aux acteurs porteurs d'initiatives et en capacité de les soutenir dans leur entreprises de production collaborative et de partage de connaissance au service de l'action collective locale. En cherchant autant que possible à soutenir l'établissement de relations performatives avec les collectivités locales et les institutions.

## Stratégie de mise en œuvre et conduite du projet

Des développements précédents il découle une stratégie basée sur la conjugaison de deux logiques d'action

**Première logique d'action** : elle concerne l'accessibilité, l'appropriation et la diffusion dans la société de l'usage des données statistiques localisées

Les objectifs pratiques, les manières de faire et les échéances de mise en œuvre du projet, à court terme ( 1 an ) et à moyen terme (5 ans), sont déterminés d'abord par sa greffe dans le processus institutionnel de municipalisation et de décentralisation, et dans ce cadre, par les enjeux clés du développement en Tunisie : démocratie locale et rôle de la société civile, lutte contre la pauvreté, égalité devant le droit, disparités locales et régionales, en prenant en compte les migrations internes (interrégionales, rural/urbain) et externes (immigration, émigration, retour) qui jouent un rôle déterminant dans les dynamiques régionales.

Trois axes opérationnels en découlent pour cette première logique d'action:

1. Contribuer à l'instauration d'un cadre de coopération et/ou de négociation entre la société civile et les producteurs de données pour ces échéances et ces enjeux. Ceci autour de deux enjeux en particulier :
  - la construction d'une géographie statistique détaillée au niveau local, y compris au niveau infra urbain, afin de construire *pas à pas* un équipement public statistique permettant d'aborder efficacement les enjeux de gouvernance territoriale et en

particulier les disparités infra urbaine (couronnes de pauvreté, quartiers enclavés, ...)

- La sélection de panels de données utiles à produire et à rendre publiques par les institutions (ministères, INS, collectivités...), de manière durable, pour équiper l'action publique et à la société civile dans la perspective d'un développement équitable.
2. Produire (Coproducteur) des supports thématiques, en cartographie de données statistiques localisées, sous des formats pédagogiques, et les diffuser avec un accompagnement adéquat pour équiper les ONG locales et nationales afin d'outiller leur contribution aux projets des nouvelles collectivités, dans la phase pré-électorale en particulier, afin d'outiller les relations avec les institutions à l'échelle des régions. Former pour cela des réseaux d'ONG à l'usage de ces outils, via un dispositif d'animation décentralisé ( 4 ou 5 ONGs volontaires dans chaque région pour être tête de réseaux)
  3. Initier et animer au niveau national Tunisien un réseau de coopération inter-ONG , corps intermédiaires, ... pour construire un dispositif de problématisation commun afin d'organiser la coproduction des outils de cartographie statistiques du projet en tenant compte des différentes lectures des enjeux du développement équitable, en particulier des rapports entre acteurs économiques, travailleurs salariés ou non, habitants, ou encore des rapports générationnels, des questions éducatives et socioculturelles, de santé, ou encore des rapports entre entreprise et territoire (politiques d'aménagement, subventions et taxes, responsabilité sociale et environnementale des entreprises) ... Où le travail d'orientation des supports de cartographie statistique procéderait d'une exploration pluraliste de l'enjeu : *comment conjuguer le développement économique et social tunisien avec une perspective des droits de l'homme, de manière pragmatique (au sens d'un attachement à l'expérience des gens)?* Cet axe de travail constituant l'un des points d'appui majeurs de la contribution du projet à l'instauration d'une relation féconde Producteur de données publiques – Utilisateurs de la société civile (point 1 ci-dessus).

**Deuxième logique d'action : Disponibilité et soutien ou impulsion d'initiatives locales ou thématiques d'appropriation des outils et méthodes de diagnostics collaboratifs** appuyés ou incorporant sur la cartographie de données statistiques localisées, ou encore produisant des données localisées (design collaboratif de l'espace public ou de l'espace social, de l'environnement, relevés cartographiques urbains et ruraux avec des méthodes du type Open Street Map...).

**Il s'agit ici de voir le projet à la fois comme un dispositif d'apprentissage à partir des expériences et de redistribution des savoir-faire** construits dans la conduite des processus collaboratifs et participatifs de diagnostic territoriaux impliquant la société civile ou portés par ses organisations ou groupes activistes.

**Les projets peuvent indifféremment concerner des enjeux tels que la reconversion des régions dépendant d'un mono industrie (phosphates...),** des projets d'aménagement urbain, des initiatives de développement social dans les quartiers populaires, des démarches de dialogue social territorial entre Syndicats, entreprises, collectivités locales et société civile locale, des projets de déploiement de réseaux de solidarité ou d'entraide, des initiatives liées à des programmes de développement.

Outre les outils et méthode propres dont il dispose, l'apport du projet consistera ici à accompagner les initiatives, à les mettre en relation avec des universités, avec des initiatives comparables dans d'autres régions ou dans d'autres pays, ou encore d'assister les équipes de projet dans la recherche de financement.

**Les fonctions mise en œuvre sont ici :**

- la capitalisation et la diffusion des expériences,
- le transfert des savoir-faire
- la formation des acteurs (ingénierie de formation en partenariat avec des acteurs de la formation, des universités...)

## Organisation, équipe réseau régional, outils

**La structure support :**

FTCR Tunisie

**Parrainage scientifique :**

Hafedh Chkir, Abderazak Haj Zekri, Hassen Kassar

**Un comité de pilotage**

Composé des représentants des organisations membres du réseau fondateur, d'un collège des porteurs de projet de la société civile, d'un collège de personnalités qualifiées.

**Une équipe**

- Un (e) coordonnateur (trice) de projet
- Un(e) responsable formation et transfert Bac+5 maîtrisant les processus de diagnostic et d'action collaborative et participative.
- Deux techniciens 2 Niveau Bac+2 (maîtrisant le maniement des nombre et /ou le développement Web) (Chargés de la production du réseau et de l'appui technique aux initiatives)

**Support technique.**

Le projet est basé notamment sur les outils et méthodes de cartographie statistiques de la SuiteCairo (<http://suitecairo.fr>) disponibles en licence libre OpenSource GNU-GPL<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup>Plateformes Internet de réalisation collaborative en cartographie statistique ; système de mutualisation, d'échange et de visualisation de données localisées en ligne ; kit de diffusion de modules de cartographie interactives thématiques portables/Clé USB ou incorporables en site Web.

Le démarrage du projet sur cette base n'exclut pas le recours à d'autres outils (*tels que les outils Info-dev ou les outils OpenSource tels que OpenstreetMap...*) ou le développement ultérieur d'outils spécifiques propres au projet Tunisien.



## Formation initiale de l'équipe :

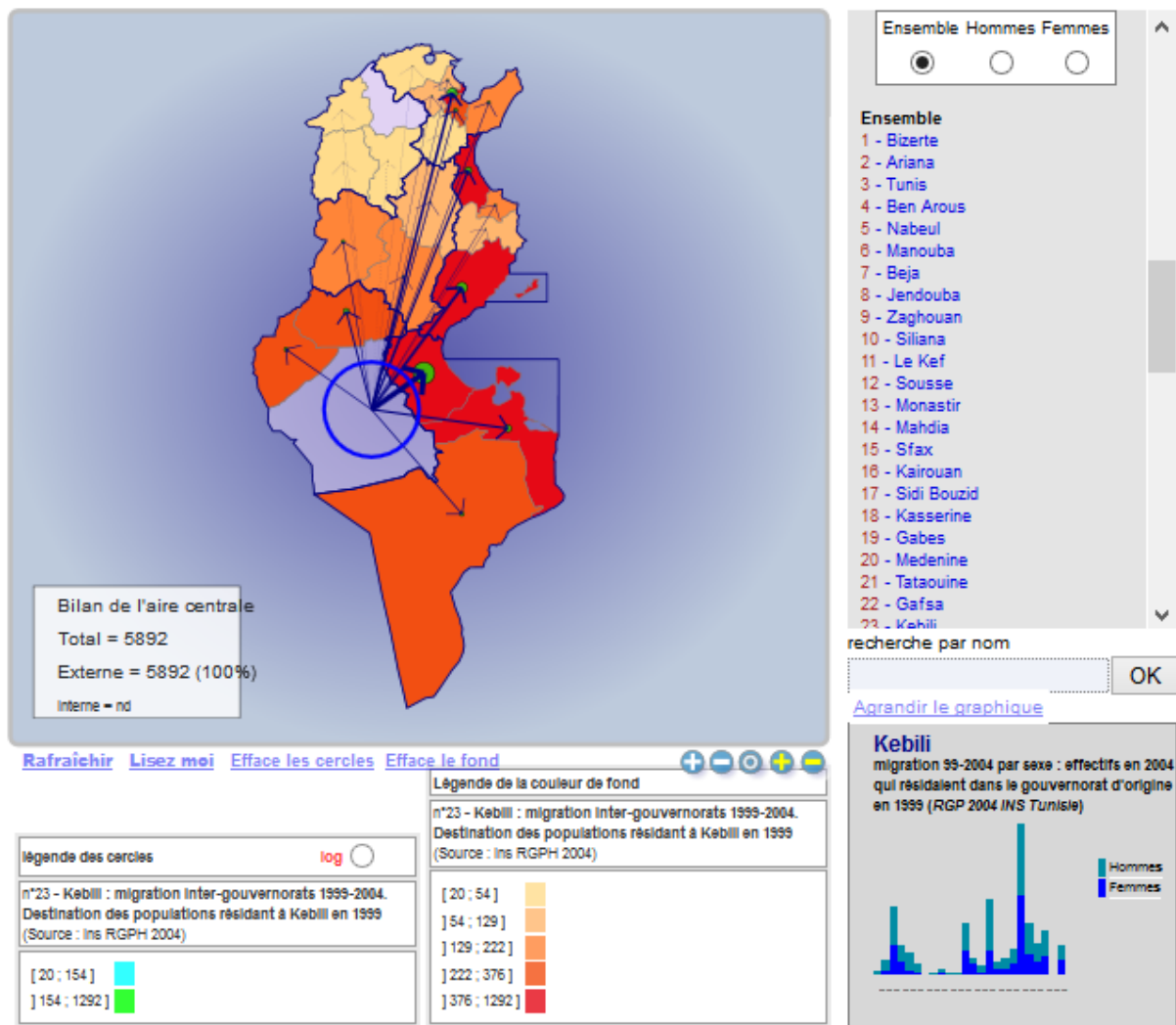
Programme élaboré en lien avec le conseil scientifique et altercarto

- accompagnement à conduite de projet
- Formation aux outils de cartographie statistique SuiteCairo et aux méthodologies d'enquête collaborative
- Accompagnent dans les premiers mois

## Déploiement régional.

Formation de 4 à 5 ONGs par région qui animeront un réseau régional de diffusion (première logique d'action) et de soutien aux initiatives en lien avec l'équipe du projet, et avec l'appui logistique des bureaux régionaux de l'UGTT ( appui logistique)

9



Extrait de la maquette du projet : mobilités résidentielles inter-gouvernorats 1999-2004 (source INS recensements)